

Allégations de distribution d'armes : "rumeur de mauvais goût" selon Bujumbura

@rib News, 16/04/2014 â€“ Source AFPLe gouvernement du Burundi a sommÃ© mardi soir l'ONU d'"apporter des preuves" sur des allÃ©gations de distribution d'armes aux jeunes militants du parti au pouvoir, ou de "se rÃ©tracter". Les mÃ©dias locaux avaient fait Ã©tat vendredi d'une note interne des Nations unies selon laquelle le gouvernement serait en train d'armer et de former au maniement des armes les membres de l'Imbonerakure, l'aile jeunesse du parti du prÃ©sident. Le premier vice-prÃ©sident du Burundi, Prosper Bazombanza, a dÃ©noncÃ© mardi une "rumeur de mauvais goÃ»t", lors d'une rencontre avec le corps diplomatique Ã Bujumbura, selon la radio officielle. "Le gouvernement du Burundi lui demande (au Bureau des Nations unies au Burundi) de donner des Ã©lÃ©ments de preuve" ou de "se rÃ©tracter officiellement", a dÃ©clarÃ© M. Bazombanza. "Aucune action tendant Ã ramener la guerre en gÃ©nÃ©ral, et Ã perpÃ©trer un gÃ©nocide en particulier, ne pÃ©tre tolÃ©rÃ©e", a-t-il insistÃ©. La tension monte au Burundi alors que le pays se prÃ©pare pour les Ã©lections prÃ©sidentielles 2015 oÃ¹ la candidature du prÃ©sident Nkurunziza pour un troisiÃ¨me mandat est attendue, malgrÃ© la limite Ã deux mandats imposÃ©e par la Constitution. L'ONU a adressÃ© la semaine derniÃ¨re une sÃ©vÃ¨re mise en garde au gouvernement burundais, lui demandant de prendre d'urgence des mesures pour apaiser la violence politique, imputÃ©e essentiellement aux Imbonerakure, et de respecter les droits de l'Homme. Le Burundi a rejetÃ© la proposition de l'ONU d'une commission d'enquÃªte internationale et neutre sur ces allÃ©gations de distribution d'armes. "Il y a des tensions entre groupes de jeunes (affiliÃ©s aux partis), des affrontements qui ont fait des blessÃ©s, et l'on compte quand mÃªme deux morts depuis le dÃ©but de l'annÃ©e", a notÃ© l'ambassadeur de France au Burundi, Gerrit Van Rossum. "Tout ce que le gouvernement fera pour mettre un terme Ã l'intolÃ©rance politique, Ã l'intimidation, Ã l'affrontement physique, (...), est quelque chose qui encouragera la communautÃ© internationale Ã continuer Ã travailler main dans la main avec le gouvernement du Burundi pour arriver Ã des Ã©lections libres", a-t-il estimÃ©.